



## Lusotopie

Recherches politiques internationales sur les espaces  
issus de l'histoire et de la colonisation portugaises

II | 1995

Transitions libérales en Afrique lusophone

---

# La démobilisation ou la fin des machines de guerre au Mozambique

Henri Valot



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lusotopie/100>

ISSN : 1768-3084

### Éditeur :

Association des chercheurs de la revue Lusotopie, Brill, Karthala

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1995

Pagination : 151-170

ISBN : 2-86537-618-4

ISSN : 1257-0273

### Référence électronique

Henri Valot, « La démobilisation ou la fin des machines de guerre au Mozambique », *Lusotopie* [En ligne], II | 1995, mis en ligne le 01 décembre 2011, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lusotopie/100>

---

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

Tous droits réservés

---

# *La démobilisation ou la fin des machines de guerre au Mozambique*

Henri Valot

---

## NOTE DE L'ÉDITEUR

Décembre 1994

Cet article est la version française inédite d'un chapitre rédigé en vue de la publication en anglais de *Volunteers Against Conflict*, ouvrage préparé par le programme des Volontaires des Nations-Unies (VNU) en collaboration étroite avec la Brown University ("Humanitarianism and War Project"). Cet ouvrage est une compilation d'expériences de VNU dans des opérations de maintien de la paix, de démocratisation et d'assistance humanitaire des Nations-Unies. Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement la position officielle des VNU, de l'ONUMOZ (Opération des Nations-Unis pour le Mozambique) ou de l'ONU.

Lusotopie remercie Bill Jackson, Brenda McSweeney, Jean-Claude Rogivu et Diane Conklin, responsables aux VNU, pour l'autorisation de publication. L'Organisation des Volontaires des Nations-Unies est un programme particulier de l'ONU, né en 1971. Basé à Genève, il relève du PNUD (Programme des Nations-Unies pour le développement) et a pour principal objectif la coopération et le développement communautaire par la mobilité de professionnels et de techniciens, le plus souvent eux-mêmes issus de pays en voie de développement.

- 1 Fernando a trente-deux ans. Il est grand, élancé, porte des guenilles, des bottes ouvertes et percées ; Fernando est fort, facilement violent, il discute souvent, parle haut et accapare l'attention de ses camarades soldats. Il est aussi mon premier conseiller, mon assistant et aide. Il a accès avec moi au magasin tant convoité, que nous visitons avec les cuisiniers chaque matin : 150 kg de farine de maïs, 100 kg de riz, haricots, sucre et sel à distribuer quotidiennement. Lorsque du proche aérodrome nous entendons l'avion arriver marqué des lettres "NU", il appelle ses amis et camarades, embarque avec eux

dans le camion pour rapporter de l'avion de nouveaux instruments agricoles, des caisses d'habits civils à distribuer le jour de la démobilisation, des centaines de kilos supplémentaires de riz, des lettres qui me viennent d'Europe et d'Asie et parfois la visite très officielle d'observateurs militaires... Fernando est mon premier conseiller, il conseille un *TUCO* (*Technical Unit Camp Officer*), c'est-à-dire un responsable civil de la démobilisation des militaires mozambicains.

- 2 Fernando me parle parfois de la guerre, de ses femmes, des campagnes du Mozambique, des armes qui s'enrayent trop facilement, des cadavres laissés sur le chemin, de ses espoirs.
- 3 Fernando venait de Chimoio, dans le centre du pays. Au prix d'une longue route, il a rejoint, en 1981, Maputo, la capitale. Pour un emploi, pour quitter, aussi, une terre devenue hostile et sèche, pour oublier la défaite de ses parents. Un cousin éloigné l'accueillera quelque temps, Fernando perdra pied dans ce milieu si différent, si nouveau, si difficile. Il abandonnera finalement tout espoir, résolu à utiliser la ville pour ce qu'elle offrait de plus brillant, de plus facile. De rapines et de marchandages, sa vie était faite. Samora Machel réunissait alors des foules, proférait des discours émancipateurs. Fernando s'y trouvait, il aimait la force de Samora Machel, il aimait ces mots jetés au vent. Mais il fut aussi question du chômage, de la délinquance apparue dans la ville, on a voulu chasser de ses murs les "improductifs" ; on voulait remplir ailleurs les villages communaux, concentrer la production, la multiplier par l'union des forces. Au détour d'une rue, la police interpella Fernando et ses amis. Ses papiers d'identité étaient perdus depuis bien longtemps, il ne pouvait justifier ni d'un travail, ni d'études, ni plus même d'une visite familiale. C'était en mars 1983, il devenait acteur de "l'opération production". Il comprit à l'aéroport qu'il allait quitter la capitale, partir à Mandimba dans la province lointaine de Niassa.
- 4 Surpris, silencieux dans cet avion qui le menait à l'inconnu. Triste d'avoir quitté cette ville qu'il avait appris à connaître dans ses multiples recoins. Honteux d'avoir été pris dans une rafle et jeté à la porte de la ville. Seul, face à un destin dont il ne comprenait pas le sens, il ne parvenait pas à imaginer ce que lui réserverait cette nouvelle vie à Mandimba. Arrivé au village communautaire, il s'installa avec des compagnons dans une maison neuve, rudimentaire mais confortable. Mandimba n'était pas une ville, ce village n'en était pas vraiment un, les habitants y étaient méfiants, le secrétaire du parti souvent inquisiteur, la langue utilisée pour Fernando incompréhensible. Fernando ne pouvait donc y vivre et il décida de fuir. Il marchait, s'arrêtait souvent dans les maisons habitées, y gagnait un peu de repos.
- 5 Il voulait rejoindre Chimoio, devait se cacher, craignait d'être repris et renvoyé dans un village où la vie comme à Mandimba semblait s'être arrêtée. Un soir, de très jeunes soldats, hurlant et brandissant leurs armes automatiques, l'encerclèrent alors qu'il cherchait le sommeil. Ils l'obligèrent à les accompagner, ils marchaient vite, Fernando était épuisé. Menacé à chaque arrêt, il fut forcé de suivre ce groupe dans la nuit noire. Ils marchèrent longtemps, voulurent bander les yeux de Fernando qui les en dissuada, manifestant une patience résignée que les enfants comprirent comme une acceptation. Arrivé dans le camp, on l'attacha à un arbre avec quatre autres prisonniers. Certains étaient arrivés depuis quelques jours et n'avaient pas été détachés, d'autres encore étaient morts devant leur famille. Il régnait dans le camp une discipline rigoureuse, interrompue souvent par des beuveries collectives. La patience de Fernando s'émoussait

quand le capitaine, responsable du camp, ordonna un jour sa liberté. Conditionnée à l'obligation de devenir l'esclave de ce chef.

## Découverte de l'*assembly area*

### Ouverture

- 6 Le 30 novembre 1993 marque l'ouverture des premières *assembly areas* (aires de cantonnement et de démobilisation,). Fernando, avec quelques dizaines de camarades, se présente aux portes du camp de Lichinga, camp gouvernemental. Il y a dans le pays 29 camps du gouvernement et 20 de la RENAMO (Résistance nationale mozambicaine).
- 7 À l'accueil se trouve le major Daoud, commandant du camp, détaché par le commandement militaire provincial de Niassa à cette sensible et délicate tâche qu'est la démobilisation. Le major Daoud est connu et respecté dans la province pour avoir officié plus de cinq ans comme commissaire politique des forces armées de la province. L'équipe des Nations-Unies est aussi présente, composite : le responsable de l'équipe, le major Alaa (égyptien), son second, capitaine Farias (brésilien) et les autres membres, le major Volkoff (russe) et le major Jia (chinois), qui constituent l'équipe des observateurs militaires du camp de Lichinga. À leurs côtés, le seul civil du camp, représentant de l'Unité technique pour la démobilisation, est un Français, celui qui rédige ces lignes.
- 8 Nous étions arrivés quinze jours auparavant, nous étions installés dans ce camp désaffecté. Il pleuvait à flots à Lichinga, les ingénieurs bengalis avaient monté nos tentes blanches dans la boue. Les observateurs militaires installaient les systèmes de communication (radio/*inmarsat*). Quant à moi, j'avais d'abord fait le tour de ce qui allait devenir mon domaine, mon terrain d'action, le camp. Loin des camps érigés en pleine nature, celui de Lichinga, voisin de la petite ville, capitale de la province de Niassa, comprenait une certaine infrastructure. Délabrée, insalubre, mais existante... Le camp datait des années 1960, avait abrité l'armée portugaise avant d'être occupé par les FPLM (Forces populaires de libération du Mozambique) en 1975. J'y ai reconnu une cuisine, des baraquements, des entrepôts, un groupe électrogène que je rêvais de remettre en marche, des toilettes hors d'usage ; puis au centre du camp, des carcasses de camions, des monuments aux morts de la guerre d'indépendance, un terrain de basket-ball... Autant d'équipements qui nous permettraient, me semblait-il, d'accueillir les 1 500 soldats prévus pour la première étape de la démobilisation à Lichinga...
- 9 Fernando est l'un des premiers à se présenter au *check-in*. Il porte une AK 47 rouillée qu'il prouvera, devant le regard sceptique de notre major chinois, être totalement hors d'usage. Il remet cette antiquité guerrière au major russe, qui cherche en vain, sur ce qui fut une arme, des numéros de référence, un signe quelconque qui permettrait de l'enregistrer. Fernando se tient sur ses gardes, le commandant du camp pose sur le soldat un regard paternel ; le major Alaa, très ému, serre Fernando dans ses bras. Des heures durant, le major Volkoff inscrira sur ses registres les numéros de ces armes obsolètes et cherchera dans une longue liste les noms des militaires s'offrant à la démobilisation.
- 10 Une fois passé ce sas d'entrée, l'Unité technique entre en fonction et, assisté de mon collègue Farias, je mène ce premier groupe de cinquante soldats aux portes du magasin. Pour chacun une couverture, une assiette, un morceau de savon et un seau, à partager entre dix personnes. Fernando voit la fatigue de ses camarades, remarque de ma part

l'improvisation d'une distribution que je répéterais tant de fois par la suite... Il offre ainsi, son assistance et devient à partir de ce jour le seul militaire mozambicain autorisé à pénétrer avec moi dans le magasin. Une fois ces très minces provisions délivrées, je me lance dans un discours d'accueil et m'adresse aux soldats dans un portugais lent et clair, ce portugais que j'ai appris plus jeune en Amérique du Sud, je présente notre équipe, les règles de vie dans l'*assembly area*. Je m'arrête vite, au vu de l'air surpris des soldats. L'un se hasarde et me demande de répéter, en expliquant :

“nous ne pouvions pas imaginer qu'il s'agissait du portugais, nous attendions de votre part toute langue, sauf celle que nous parlons ; maintenant que nous savons que nous parlons la même langue, nous pouvons nous entendre...”.

- 11 Avant de répéter, je demande si tous comprennent le portugais ; dix d'entre eux affirment l'avoir appris mais ne plus le parler. La majorité néanmoins le parle couramment : en effet, le FRELIMO, par la décision politique de maintenir, à l'indépendance en 1975, le portugais comme seule langue nationale, l'a nécessairement inculqué à ses forces armées. De plus, la plupart de ces militaires ont bien souvent rempli leurs fonctions au plus éloigné de leur province d'origine ; ils ont aussi, tout au long des années de guerre, été déplacés aux différents points du pays : entre des Mozambicains *macua* du Nord et des *Changanas* du Sud, le seul moyen de communication est la langue portugaise.
- 12 Une fois mon discours inaugural prononcé et compris par la plupart, je les emmène à l'enregistrement : une équipe de militaires, qui seraient démobilisés à la fin du processus, avait appris avec mon conseil à remplir les fiches de cantonnement. Ces fiches individuelles devaient par la suite être envoyées à la banque de données de l'Unité technique de Maputo ; laquelle établira de nouvelles listes, à partir desquelles le gouvernement et la RENAMO détermineront qui de ces soldats sera démobilisé et qui intégrera les nouvelles FADM (Forces armées de défense du Mozambique).

## Assembly Area

- 13 Lichinga est un camp que j'ai adopté, que nous avons su faire nôtre avec le capitaine Farias et, plus tard, Fernando. Arrivés le 15 novembre, nous avons juste quinze jours pour faire de ce lieu un centre de cantonnement. La tâche semblait immense : nettoyer les baraques, organiser ce qui deviendrait la cuisine, former l'équipe de l'enregistrement, installer un poste de santé, dessiner un cercle d'atterrissage pour l'hélicoptère, creuser le sol pour des latrines, installer notre propre camp des Nations-Unies au sein du camp militaire... Et nous tenions, avec l'équipe d'observateurs, à préparer au mieux cet espace du retour à la vie civile. Parmi mes collègues, le capitaine Farias m'apparaissait le plus sensible ; il m'a confié, un jour, que la responsabilité de commandant du camp est la plus dure qui soit pour un militaire ; et qu'il n'aimerait pas se voir confier la charge d'une démobilisation. Propos de militaire...
- 14 Dans cette entreprise de rénovation du camp et d'amélioration des conditions de vie pour les soldats cantonnés, nous bénéficions de l'appui de soixante-dix militaires du commandement provincial. Ils sont par ailleurs chargés de la sécurité du camp. À maintes reprises, je me plaindrai de ces soldats qui ne rêvent que de la démobilisation mais qui sont toutefois tenus par l'autorité militaire de conserver leur statut pour garantir la sécurité du camp. Bien souvent, par l'argument de leur arme, ils dérobent la nourriture et les maigres possessions de ceux qui ont rendu leur fusil aux observateurs militaires ; ils n'assurent, enfin, aucune sécurité, puisque les vols de matériel du camp sont permanents.

Nos vives discussions avec les observateurs sont venues aux oreilles du commandant du camp et du commandant provincial, qui me fait appeler. Je lui explique qu'il s'agit à mes yeux d'un principe logique de base, qu'un sous-groupe intégré à un groupe doit avoir les mêmes caractéristiques ; que les armes ont été abolies dans cet espace ; que ses hommes perturbent l'atmosphère bonhomme du camp et mettent en péril la sécurité plutôt qu'ils ne la garantissent...

- 15 Propos d'idéaliste..., dira ce personnage rond et affable, au visage profondément marqué des scarifications de l'ethnie *makonde* dont il est originaire. Avec un sourire, il répond qu'il ne craint guère pour l'heure les menaces venant des militaires en cours de démobilisation. Il explique plutôt la situation politique toujours instable, les difficultés de l'application de l'accord de paix, l'arrivée des Nations-Unies, la méfiance qui règne toujours entre les parties signataires, et enfin cet aveu qui me touche :

“Nous sommes des combattants de l'indépendance du Mozambique, nous avons uni ce pays ; mais nous avons perdu une autre guerre et je ne sais accepter aujourd'hui de voir mes hommes en loques, malades et perdus, désirer la démobilisation. Je ne peux accepter non plus que nous n'ayons pu seuls régler nos problèmes et qu'il nous faille aujourd'hui admettre l'assistance des Nations-Unies”.

- 16 Le major Alaa, après mes traductions, opine du chef et justifie notre rôle d'observateur en assurant au commandant notre discrète et infinie compréhension. Le capitaine Farias me glisse un clin d'œil, sourit de mon air consterné. Nous rentrons, silencieux, au camp. Le major Alaa m'explique que, dorénavant, il me faut faire attention à mes discours, je réponds que je n'occupe point ici la fonction d'observateur, qu'il me faut au contraire redoubler d'énergie pour encourager ce processus difficile de retour à la vie civile et que je ne transigerai pas sur la nécessité de règles civiles de vie au sein de cet espace inconnu, l'*assembly area*.
- 17 L'invention de ces règles commence par des conditions décentes de repos, d'hygiène et d'alimentation. Fort de mes soixante-dix soldats, que j'ai pu désarmer pendant le temps des travaux, nous creusons latrines et puits, peignons les bâtiments, nettoyons la cuisine, fabriquons lits et tables pour le poste de santé. L'un d'entre eux, peintre amateur, se propose de donner un nom aux différents bâtiments et magasins. Aux couleurs des Nations-Unies, bleu et blanc, nous repeignons le camp. Tout ce matériel nous provient de la Coordination régionale de l'unité technique ; le responsable, Martin Wanseth, nous fait confiance, et prélève les fonds nécessaires d'un budget du SWED-RELIEF (organisation gouvernementale suédoise pour le développement) destiné aux *assembly areas*.
- 18 C'est devenu un jeu : nettoyer le terrain de basket-ball ; poser les drapeaux des Nations-Unies sur les bâtiments dont nous sommes responsables ; par ironie, instaurer les matins de soleil des “commandos latrines” : échanger aux “gardiens du camp” leurs armes contre des bêches et, sous leur regard noir, creuser la terre.

## Fernando

- 19 Fernando est resté trop longtemps, dit-il, dans ce camp de la RENAMO. Il y a vu des enfants apprendre à tuer leurs frères, des paysans apeurés apporter de la nourriture aux guerriers, la douceur du calme après la tempête d'une attaque imprévue des forces gouvernementales, la douleur d'une blessure que les infections gagnent, la tendresse de cette femme qui deviendra la sienne, comme lui prisonnière de ce camp.

- 20 Un soir, il fut libéré par des troupes du gouvernement ; il assista à un massacre, où ne fut pas épargnée sa compagne. Il eut beau implorer les soldats, elle était tenue pour vendue aux “bandits armés” et devait mourir. Il suivit les soldats laissant derrière eux un village en feu. Il apprit alors qu’il était proche de Chimoio et manifesta le désir de rendre visite à sa famille qui devait le croire mort. Les soldats l’en empêchèrent ; il devait encore prouver qu’il n’était pas un guerrier de la RENAMO mais bel et bien un prisonnier libéré. Ils firent une longue marche, s’arrêtant dans des villages souvent désertés de leurs habitants. Quand ils croisaient des maisons habitées, Fernando remarqua la frayeur des paysans et la violence des soldats qui puisaient dans les maigres réserves de vivres.
- 21 Ils arrivèrent enfin dans un camp de la province de Manica et Fernando eut le droit de se reposer. Quelques heures seulement, puis il dut affronter les interrogatoires infinis des sergents du camp. Il parvint à les convaincre du rapt, des violences endurées, de son ignorance absolue des mobiles de cette guerre. Jamais, lui dit-on, il ne pourrait revenir chez lui : commençait ce jour son service militaire obligatoire. Le pays avait besoin de nouvelles recrues pour faire face à cette agression dont le Mozambique était victime. De vastes parties du territoire tombaient sous le contrôle de la RENAMO. Par ses actes de violence, le mouvement armé effrayait la population, brûlait les villages communautaires, brisait les réseaux commerciaux, détruisait les familles.

## La démobilisation, impératif politique

- 22 Un spectre hante l’Afrique australe : la démobilisation inachevée et la violente reprise de la guerre en Angola. Il y eut en Angola comme au Mozambique 49 *assembly areas*, les soldats furent officiellement démobilisés, les chefs nommés à la tête des nouvelles forces armées angolaises. Cependant, à l’annonce des résultats du premier tour des élections présidentielles, l’UNITA sut rappeler ses généraux et la guerre reprit, plus cruelle encore. La troisième guerre d’Angola débutait.
- 23 Tout rapproche les deux pays : colonies portugaises libérées en 1975, partis uniques d’obédience socialiste issus de l’indépendance (MPLA et FRELIMO), mouvements rebelles soutenus par l’Afrique du Sud voisine (UNITA et RENAMO), affrontements violents et destruction des infra-structures et du tissu social. Dans les deux cas, les Nations-Unies ont observé la démobilisation, le désarmement et la tenue d’élections.
- 24 Mais la comparaison s’arrête là. L’Angola est un pays riche, enjeu géopolitique essentiel en Afrique pendant la guerre froide. Le Mozambique contient sûrement des ressources, mais elles n’ont jamais été exploitées. L’UNITA, devenue autonome et dotée de puissants moyens financiers et militaires, est dirigée d’une main de fer par Jonas Savimbi. La RENAMO a toujours été dépendante de ses soutiens extérieurs et est progressivement devenue une “coalition de marginalités”, force désordonnée d’un peuple souffrant.
- 25 Les Nations-Unies ne peuvent pour autant occulter l’amère expérience de l’Angola. Boutros-Ghali, secrétaire général des Nations-Unies, a donc, lors de la signature de l’Accord de paix mozambicain, fait appel à la communauté des nations pour bâtir une mission importante, dotée de moyens militaires, humains et logistiques. Les contingents militaires comptent plus de 5 000 hommes (Italie, Bangladesh, Botswana, Uruguay, Zambie, etc.), la police civile comprend 1 150 agents, les observateurs militaires et les fonctionnaires civils élèvent enfin à 7 000 le personnel engagé dans l’Opération des Nations-Unies au Mozambique. Outre la vérification du départ des troupes étrangères du



territoire mozambicain (forces armées du Malawi protégeant le corridor de Nacala, et du Zimbabwe placées sur le corridor de Beira), la première étape du processus de paix est la démobilisation des troupes du gouvernement et de la RENAMO.

- 26 Aldo Ajello, représentant spécial du Secrétaire général, affirme depuis son arrivée à Maputo, en octobre 1992, que la tenue d'élections au Mozambique n'est pensable qu'une fois la démobilisation effectuée. L'antécédent angolais reste dans toutes les mémoires. Le respect du calendrier prévu à Rome s'avère toutefois impossible : la démobilisation des troupes devait s'achever en juillet 1993 et les élections avoir lieu en octobre de la même année. En mai 1993, les premiers contingents des Nations-Unies débarquent sur le territoire du Mozambique, la RENAMO a regagné sa base de Maringué (Centre du pays) et ne siège plus aux commissions de l'accord de paix, les premières *assembly areas* s'ouvrent, observateurs militaires et *TUCOs* s'y installent, sans soldats. De délais en délais, de par les exigences matérielles de la RENAMO, les désaccords entre les parties sur la localisation d'*assembly areas* en territoires toujours contestés, la difficulté pour les généraux du ministère de la Défense d'accepter la démobilisation de leurs hommes, le processus est à nouveau bloqué en septembre-octobre 1993. Cette date marque aussi la visite de Boutros-Ghali qui dessine un nouveau calendrier pour l'application de l'accord de paix : les *assembly areas* doivent ouvrir aux militaires en décembre, la démobilisation s'effectuer avant le mois de mai 1994 pour que des élections sous observation internationale aient lieu en octobre 1994.
- 27 Les parties acceptent le nouveau calendrier, cherchent toutefois à se dérober et à retarder encore le début de la démobilisation. Aldo Ajello, diplomate italien, maître-négociateur de ce processus, conduit les débats, pousse les deux armées à respecter leurs engagements. Elles se surveillent mutuellement, dénoncent les retours en arrière et les hésitations de l'autre, la méfiance demeure entière. Si la réconciliation nationale est une expression souvent utilisée, elle demeure acte langagier.
- 28 Le premier décembre 1993, les premiers militaires se présentent aux portes des *assembly areas*. *TUCOs* et observateurs prennent leurs fonctions.

## Unité technique pour la démobilisation

- 29 Afin de soutenir le programme de cantonnement et de démobilisation, prévu dans le protocole IV de l'Accord général de paix signé le 4 octobre 1992, à Rome, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations-Unies délègue à l'Unité technique les aspects matériels, logistiques et administratifs de la démobilisation. Elle est dirigée par Ton Pardoel, hollandais familier de la réalité mozambicaine, et Ian During, suédois représentant de l'organisation SWED-RELIEF. Ils sont entourés de spécialistes de l'eau, de l'alimentation, de la santé, de l'information et des banques de données qui administrent le processus de démobilisation.
- 30 Le budget de l'Unité technique est composite et s'est constitué peu après la signature de l'Accord de paix avec le soutien des pays donateurs. SWED-RELIEF apporte un soutien logistique et paye les coordinateurs régionaux, la Coopération suisse assume les frais de la direction, l'Union européenne fournit les biens non alimentaires utilisés dans les *Assembly Area*, le PAM (Programme alimentaire mondial) est chargé de l'alimentation dans les camps, l'OMS (Organisation mondiale de la santé) des soins primaires de santé, l'UNICEF de l'eau et de l'assainissement et enfin l'OIM (Organisation internationale pour les migrations) du transport des démobilisés.



- 31 Les *TUCOs* sont tous des volontaires des Nations-Unies. Les premiers sont arrivés en mai 1993, quarante-neuf d'entre eux sont placés dans les camps du pays, les autres travaillent dans les bureaux régionaux ; d'autres arriveront par la suite, pour remplacer, le temps de vacances, les *TUCOs* assignés aux camps. Qui sont ces volontaires qui ont su donner un an et plus de leur vie à la démobilisation des soldats mozambicains ? On remarquera un cartographe togolais, un avocat péruvien, un ancien gendarme français, un travailleur social italien : autant de profils qui ne permettent guère d'établir un "portrait-robot" du *TUCO* ! Ce qu'ils ont tous en commun, c'est un intérêt pour cette transition politique que vit le Mozambique. Il y a entre eux la solidarité, les échanges à la radio le soir, les visites qu'ils se font parfois. Ils ont chacun "leur" camp, ce dernier s'est fait à leur image.
- 32 Pour tous, il s'agit d'une expérience absolument inédite. Du bon sens, un certain souci de l'organisation, une curiosité mêlée de compassion, du tact pour garantir de bonnes relations avec les observateurs des Nations-Unies et les autorités du camp paraissent être les indispensables qualités d'un *TUCO*. Qui, chez les *TUCOs*, a fait auparavant l'expérience de la démobilisation de militaires et, ici, qui ont entretenu une des guerres les plus cruelles des dernières cinquante années ? Aucun d'entre nous. Tout est à inventer : des règles pour ces soldats épuisés par la vie militaire ; un espace, l'*Assembly Area* ; un temps, celui du passage de la guerre à la vie civile.

### Des *TUCOs* et autres volontaires

- 33 Les *TUCOs* ne sont pas les seuls volontaires à participer à la démobilisation des militaires mozambicains. Concourent à ce programme des volontaires de l'OIM et de l'UNOHAC (*United Nations Office for Humanitarian Assistance Coordination*). L'OIM se charge du transport des soldats et de leur famille jusqu'à la destination de leur choix. Les volontaires attachés à cette organisation doivent donc, sur la base des informations établies à l'*assembly area* et de la synthèse faite par la banque de données de Maputo, trouver localement tout mode de transport permettant d'emmener les démobilisés chez eux. Il s'agit parfois de traverser le pays : le démobilisé empruntera alors des camions, des avions, voire des bateaux. Dans tous les cas, l'OIM doit trouver des solutions locales (tous les camions et autobus du Mozambique ont été loués par l'OIM pendant ce mois de juillet 1994 où plus de 20 000 soldats ont été transportés), s'assurer de la sécurité des routes empruntées, pour amener le démobilisé à sa porte. C'est la découverte d'un pays, de ses infrastructures délabrées et de ses possibilités. Les volontaires de l'OIM sont, ainsi, présents le jour de la démobilisation ; arrivés avec leurs camions bariolés, marqués de leur badge reconnaissable, ils installent leur table au milieu des nôtres, vérifient les trajets de chacun, distribuent du matériel agricole (instruments et graines) et surtout accompagnent les démobilisés chez eux.
- 34 Les volontaires de l'UNOHAC, des *field assistants* au niveau pro-vincial, ont suivi l'opération de démobilisation. En effet, leur mandat comporte la direction et l'assistance de la CORE (Commission de réintégration). Coordinateurs de l'aide alimentaire, ils sont attentifs aux déplacements des soldats démobilisés et de leurs familles ; instigateurs de projets de formation, ils écoutent les besoins et projets des ex-militaires.
- 35 La démobilisation n'existe que par cette étroite collaboration entre les représentants de ces composantes de la mission des Nations-Unies au Mozambique : nité technique, UNOHAC, OIM.

## Mobiles et mobilités

### Fernando

- 36 1987 : Fernando a dû accepter sa nouvelle vie de soldat gouvernemental dans une vaste base du Centre du pays. Manica et Sofala, provinces du Centre, sont aussi les terres d'origine de la RENAMO. La pression y est permanente, les blessés sont nombreux dans les rangs du gouvernement, le poste de santé du camp ne désemplit pas. Fernando, qui est toujours sous surveillance des sergents de la base, n'occupe que des fonctions logistiques au sein du camp. On ne veut pas lui confier une AK 47 et il évite ainsi de participer aux attaques.
- 37 Dans cette base, il n'est ni heureux, ni malheureux, il survit juste ; un paludisme chronique régulièrement le terrasse, il a appris avec un camarade à confectionner des guitares artisanales. Le commandant du camp ne vient guère voir ses hommes, trop occupé selon eux à détourner les rations militaires qui parviennent de Maputo. L'alimentation est insuffisante, les plus valides des soldats sortent donc du camp et vont chercher dans les villages voisins de quoi survivre. Ce sont de très dures années, les paysans eux-mêmes ont juste de quoi se nourrir. Les infections gagnent les plus fragiles, ceux qui se hasardent dans les champs risquent les accidents de mines déposées par les belligérants.
- 38 C'est, enfin, une drôle de guerre. Les affrontements avec la RENAMO sont rares ; la population civile souffre d'abord de ces affrontements sporadiques, qui ont lieu sur les places de village. Les soldats gouvernementaux arrivent en général trop tard, après que la RENAMO a dérobé les réserves du village et tué les villageois qui se sont opposés au vol. Les FPLM accusent les chefs de village de collaborer avec l'ennemi ; certains soldats, peu contrôlés par leurs chefs absents, profitent de la frayeur de la population pour dérober les derniers poulets et chèvres du village.
- 39 La présence zimbabwéenne, sur le corridor de Beira, soutient les FPLM. Mais la protection des convois est la pire des tâches militaires. Le feu surgit au détour de la route, la violence de l'attaque est inouïe, les camions brûlent. Les Zimbabwéens ripostent mais les hommes de la RENAMO connaissent ce terrain et savent fuir, laissant sur la route la brûlure et les pleurs.

### La démobilisation est passage

- 40 Début décembre 1993, 1 500 soldats gouvernementaux sont arrivés au camp de Lichinga. L'attente commence. Les formulaires de recensement sont envoyés à Maputo et nous attendons avec les soldats les dates de démobilisation. Nous apprenons que le gouvernement a décidé d'inter-rompre le processus de cantonnement : en effet, la RENAMO n'envoie, de son côté, que peu d'hommes dans ses vingt *assembly areas*.
- 41 Le temps de l'attente a commencé. Temps qui, pour certains des militaires cantonnés, durera plus de six mois. Comme l'affirme Aldo Ajello, l'*assembly area* n'est qu'un lieu de transition et ne saurait offrir des conditions de vie permettant un séjour prolongé. Plus encore, il met en garde les parties à l'accord de paix quant au danger pour son application de faire demeurer ces hommes dans ces lieux de transit. Mais la démobilisation est de nouveau arrêtée. Je profite de ces moments dans le camp pour interroger les militaires

cantonnés. J'ai voulu comprendre ce qu'ils vivaient, ce qu'ils ressentaient de cette période charnière de leur vie. Voici quelques éléments de réflexion, inspirés de nombreuses conversations avec les soldats.

- 42 Par passage, j'entends l'espace-temps de la transition par laquelle se trouve rappelée à l'individu son origine. La démobilisation est ce passage du statut de militaire à celui de civil au cours duquel sont questionnées les origines – spatiales, sociales, relationnelles – de l'individu.
- 43 Ce passage possède un nom : démobilisation ; un lieu : *assembly area* ; un temps : six mois d'attente, plutôt que les six semaines prévues. Il s'agit bien d'un passage à vide par lequel ces soldats vont se trouver dépossédés de leur identité militaire et acculés au vide d'un futur à remplir. L'*assembly area* est lieu de perte identitaire et lieu de passage : transitoire et borné de toutes parts. Sorte de degré zéro du lieu, aux qualités indéterminées : une zone militaire qui n'en est plus une, un lieu communautaire auquel nul ne tient à s'intégrer. De même, le temps de la démobilisation est un temps zéro, vide ; il s'est vite transformé en attente. Il demande alors attention, il appelle à être comblé, enrichi.
- 44 Or toute transition questionne en l'individu son origine, ou les origines qu'il se donne. Ainsi posons-nous au militaire deux simples questions : Qui étais-tu (avant que d'être militaire) ? Qui seras-tu ?
- 45 N'oublions pas qu'il n'est d'origine qui ne soit multiple : l'identité de l'individu se construit toujours selon de multiples passages, lieux et moments. Au cours du cantonnement, de façon ouverte ou simplement administrative, vont être mises en question les différentes origines que l'individu se donne à lui-même : sa prime origine familiale, l'origine de son engagement militaire et surtout le point d'origine qu'il assigne aujourd'hui à son futur. Ici intervient l'imaginaire, en ce que l'origine est soumise à une permanente réélaboration en ce même imaginaire. L'origine devient ainsi point-ancre du passé, duquel fusent, en prisme coloré, les perspectives d'avenir. L'individu peut, parce que le présent le commande, circonscrire en sa mémoire un espace originel ; assigner à son individualité un lieu originaire et nier les autres origines qui pourtant participent tout autant de sa constitution. L'origine est bien affaire d'imaginaire et est susceptible, à tout moment de l'existence, d'être réactualisée, voire transformée pour autant qu'elle offre des voies pour conduire le présent. Elle ne saurait donc être réduite à un lieu ou à un moment donnés.
- 46 Ici réside l'intérêt principal de ce processus de démobilisation conduit par les Nations-Unies : il prend à parti, interroge et soulève la question de l'origine de l'individu mozambicain. Or nulle origine n'a été plus violentée, au cours des trois derniers siècles, que celle de la société mozambicaine (esclavage, colonialisme salazariste, projets communautaires du FRELIMO et la violente répartition de la RENAMO). Quelle origine ces militaires démobilisés vont-ils (se) choisir ? Laquelle de leurs nombreuses origines, ainsi que les fractures qui y sont attachées, sera prise comme vecteur directeur, porteur d'avenir ?

## La démobilisation est mobilité et déplacement

- 47 Voilà une chose entendue pour les Nations-Unies, qui chargent l'OIM de transporter les soldats démobilisés aux lieux de leur choix.

- 48 La démobilisation, et plus largement la réconciliation nationale, exige une pensée de l'espace : de l'espace collectif (espace public, coutumes et lois) à la nécessaire reconquête de l'espace privé, ainsi que la possibilité politique de circuler librement sur le territoire. Tout cela pourrait ne relever que de la topographie, au mieux de la logistique, et faire ainsi l'impasse sur la dimension sociale du processus de démobilisation.
- 49 La mobilité est, de fait, exigée du militaire dès la période de cantonnement. Aborder son (ou ses) origine(s), effectuer l'opération mentale du retour appelle déjà un déplacement. Tout déplacement physique demande de prime abord un déplacement mental : celui de se figurer ailleurs, autre. Là est la richesse du passage de la démobilisation : en ce qu'elle exige de l'individu de se projeter, autre, dans un futur qui demeure pour tous incertain. Dans cette projection, l'individu est obligé de se transformer et, par là même, de transformer en lieu d'avenir ce qu'il ne conçoit d'abord que comme origine à retrouver. De la sphère militaire est exigé de leur part un déplacement ; dans la sphère civile à venir, il s'agit pour eux de trouver place : la question de l'emplacement, ou plutôt de la place sociale, ici intervient. Essentielle en ce qu'elle témoigne, non seulement de trajectoires individuelles mais aussi d'un programme collectif de niveau national.
- 50 On dira que le Mozambique a d'abord besoin de recouvrer une auto-suffisance alimentaire. Pour cela doit être organisé un retour à la terre. Mais nous savons de même qu'à l'heure actuelle existe un impérieux besoin de formation, que les liens sociaux et commerciaux, déchirés par les années de guerre, doivent être reconstruits. Il faudrait donc ajouter que ce pays a besoin de paysans comme de cadres, de techniciens et de professeurs pour sortir de l'impasse dans laquelle il se trouve. De nouvelles places socio-économiques doivent être inventées au Mozambique. Et à lire avec attention les fiches d'enregistrement, à écouter les espoirs de ces militaires, on décèle, ici et là, l'émergence de nouvelles places sociales.

## La fin des machines de guerre

### Fernando

- 51 Plus tard, en juillet-août 1994, j'accompagnais des journalistes à Manhiça, un des camps d'entraînement de la nouvelle armée (FADM) situé au nord de Maputo. Manhiça forme des bataillons d'infanterie : les **instructeurs** sont mozambicains et agissent sous la supervision de conseillers britanniques. Nous assistions à une séance de tir, quand une voix familière m'interpella. Je me retournai et vit Fernando, couché dans l'herbe, fusil au poing. Il se leva et vint me serrer dans ses bras. Vêtu du treillis réglementaire de la nouvelle armée, reposé, il paraissait un autre homme.
- 52 Mais après nos nombreuses conversations sur son avenir, sa volonté de se "reposer", je ne pouvais comprendre pourquoi il s'était finalement réengagé dans l'armée. Il m'expliqua que son nom n'était jamais apparu sur les listes de la démobilisation, qu'il avait donc appris tardivement qu'il était sélectionné pour les FADM. Ses camarades étaient démobilisés, d'autres avaient refusé cette inscription dans la nouvelle armée et avaient continué d'exiger leur démobilisation. Quant à lui, il eut peur de cette vie, il fut sensible à la confiance que lui témoignait le commandant du camp. Il décida donc de remettre à une date ultérieure son retour à la vie civile et de participer à la constitution de la nouvelle armée du Mozambique. Il affirma que le manque de volontaires pour les FADM

l'inquiétait, qu'il lui semblait que le Mozambique avait besoin d'une armée, d'une armée plus forte, unie.

## Violence et désarmement

- 53 Entre décembre 1993 et septembre 1994, la Commission de cessez-le-feu, responsable de la démobilisation et du désarmement des troupes, dénombre près de sept cents "incidents" liés à la démobilisation des soldats. Certains sont dramatiques : à Quelimane, capitale provinciale de Zambézia, les militaires exaspérés par l'attente attaquent les commerçants de la ville ; à Angoche, dans la province de Nampula, l'affrontement entre la police et les militaires cantonnés provoque morts et blessés. Les causes de ces révoltes sont nombreuses : l'attente dans les *assembly areas*, le refus d'intégrer les FADM, la peur de l'avenir, l'insoumission à une autorité militaire qui se désagrège, la revendication de nouveaux bénéfices de la démobilisation (nourriture, instruments agricoles)... Certains incidents ont lieu dans les *assembly areas*, par la prise en otage de civils chargés de la démobilisation ; d'autres autour des camps, par le blocage des routes.
- 54 En juin 1994, un nouvel incident a lieu sur la route Beira-Chimoio ; un incident effrayant et rassurant tout à la fois : deux cents militaires démobilisés arrêtent les voitures, prennent en otage les voyageurs et demandent la démobilisation de leurs camarades restés dans les camps. Ce groupe est composé d'ex-militaires du gouvernement et de la RENAMO. Pour la première fois, les frères ennemis manifestent ensemble, au nom des mêmes revendications. Preuve s'il en est que, dans la douleur, la réconciliation nationale se construit. Elle n'est plus alors une promesse vide, les soldats lui donnent réalité, l'apprennent à leurs dirigeants.
- 55 La Commission de cessez-le-feu collecte dans les *assembly areas* les armes des belligérants. Outre des armes automatiques et des mortiers, ont été récupérées plus d'un million de munitions et des mines. Les armes sont acheminées vers les dépôts régionaux, triées et, selon leur état d'usage, remises ou non aux nouvelles Forces armées du Mozambique. On sait dans les camps que les armes rendues ne constituent que la partie émergée de l'iceberg, que ces armes par ailleurs sont souvent inutilisables. On parle surtout d'un million d'armes sur le sol mozambicain : le pays serait rempli de caches d'armes auxquelles les Nations-Unies n'ont pas accès. Les ex-belligérants rechignent, donnent aux observateurs militaires de fausses ou d'imprécises coordonnées. Si les bases du gouvernement sont plus facilement identifiables, la RENAMO affirme ne plus connaître l'emplacement de ses caches, après la démobilisation des responsables et possibles guides.
- 56 Le pays est vaste, il est impossible de le passer au crible. Outre l'armement militaire, il est aussi des milliers d'armes conservées par les civils, les familles. Comme le déminage des routes et champs du Mozambique, la collecte des armes est une opération qui ne peut s'achever avec la fin du mandat des Nations-Unies. Par contre, l'ONUMOZ doit, selon la marge de manœuvre qui est la sienne, entamer ce processus, expliquer au pays que le désarmement est essentiel et qu'il ne peut se faire qu'avec la collaboration de tous.
- 57 L'armement caché détenu par les ex-belligérants ou par la population civile représente une menace pour le pays. Les soldats démobilisés n'ont bien souvent eu d'expérience de vie qu'une survie que l'on conquiert quotidiennement, arme au poing. Traversant une période difficile (sociologiquement, psychologiquement), ils regagnent une société civile qui renaît tout juste de ses cendres, qui ne sait pas toujours leur accorder la place qu'ils estiment mériter. Enfin, ces militaires ont vécu des années durant au-dessus des lois, par

la menace de leur kalashnikov. Ils doivent aujourd'hui se soumettre à cet État qui se recompose, aux règles et coutumes de la société qui reprennent vigueur. La démobilisation a achevé de libérer des forces sociales dans le pays, forces déjà plus guère contenues par leurs dirigeants. Un groupe social acteur et responsable de l'affrontement doit aujourd'hui se dissoudre, accepter de voir sa force décimée...

- 58 Les militaires démobilisés constituent un des rares groupes social, relativement homogène de la société mozambicaine : victimes autant qu'acteurs des années de guerre, ils se reconnaissent, au-delà de leur origine ethnique, de leur langue, ou même du mouvement (FRELIMO et RENAMO) qui les a incorporés, une "confrérie", un lien forgé au long des violences commises et endurées. Il n'est guère, au Mozambique d'aujourd'hui, de groupe social ainsi délimité : les réfugiés ne sont qu'un groupement temporaire de familles, la classe ouvrière, naissante il y a quarante ans, n'existe plus après la destruction systématique de l'infrastructure industrielle.
- 59 Tout au long de ce processus de réconciliation nationale planent sur la paix reconquise ces deux menaces : le désœuvrement des militaires démobilisés à la recherche de leur origine et l'armement hérité des années de guerre. Aldo Ajello tient des discours pacificateurs et cherche à calmer la presse, les dirigeants religieux et politiques qui annoncent le pire. Il affirme régulièrement que les armes ne sauraient être en soi la cause de la violence, elles en sont bien plutôt l'instrument. Sommé de répondre sur les difficultés qu'affronte la Commission de cessez-le-feu dans la collecte de l'armement, il explique cette tâche interminée-interminable, admet que les Nations-Unies ne pourront seules en venir à bout. Et répète à qui veut l'entendre que son rôle est bien plutôt de travailler sur des solutions politiques qui excluraient l'utilisation des armes avec les parties en présence.
- 60 Celles-ci voient cependant leurs responsabilités se réduire. Les militaires démobilisés s'organisent, loin de leur direction traditionnelle. Des bandes armées font leur apparition sur les routes du Mozambique. Les plus pessimistes des observateurs nationaux et internationaux craignent le pire.
- 61 La Commission de cessez-le-feu, brillamment conduite par le colonel Pier Segala, poursuit inlassablement sa tâche : elle commence en septembre 1994 la vérification post-démobilisation. Des milliers d'armes supplémentaires sont découvertes, la population indique aux observateurs des dépôts d'armes que les ex-belligérants n'ont pas signalés. Il faut de même désarmer les milices et les groupes paramilitaires qui ont joué un rôle important pendant la guerre. En décembre, le colonel Segala produit son ultime rapport : plus de 220 000 armes ont été récoltées au Mozambique.

## La réintégration

- 62 En mars 1994, après de nouveaux délais, une pénible attente des militaires dans les *assembly areas*, ont lieu les premières démobilisations. Les listes sont enfin arrivées de la capitale, nous nous organisons, montons les tables des principaux intervenants, les militaires dont le nom est inscrit sur la liste attendent silencieusement dans le camp. Les autres observent, curieux et envieux. La flotte de camions marqués des badges de l'OIM arrive tôt le matin. Nos collègues installent leurs tables, le TUCO et les observateurs militaires organisent l'ensemble. Sont aussi présents les responsables de la CORE et la représentante provinciale de l'UNOHAC.

- 63 Les militaires, qui au terme de cette journée ne le seront plus, confirment d'abord aux volontaires de l'OIM leur trajet et destination. Ils se font remettre ensuite par le *TUCO* leur carte de démobilisation, le carnet de chèques qui leur donnera droit au subside de réintégration, des vêtements civils, quelques kilos de nourritures, un seau, des instruments agricoles et enfin l'équivalent de trois mois de solde. Dans un coin, les démobilisés changent leurs treillis élimés contre des pantalons et chemises de couleur ; dans un autre s'amoncellent des ceintures et des bottes usées, des casquettes militaires qui ne serviront plus, des pantalons et chemises qui ne camouflent plus rien, qui portent les traces dans leurs déchirures de ces années de faim et de violence. D'autres s'accroupissent en rond et comptent l'argent qui leur a été donné. Beaucoup d'entre eux depuis longtemps n'étaient plus payés par le gouvernement ; la RENAMO quant à elle se passait des compensations financières et plus souvent ses guerriers se payaient en nature.
- 64 Lorsque le premier camion de l'OIM quitte l'*assembly area*, une clameur s'élève dans le camp, un cri de joie et de délivrance. Fernando est assis auprès de moi, je le vois sceptique, interrogateur.
- 65 Tous ne seront pas démobilisés. L'Accord général de paix prévoit la constitution de nouvelles Forces armées du Mozambique, composées de 30 000 hommes issus des troupes du gouvernement et de la RENAMO. Or, à la dernière question du formulaire de démobilisation qui propose au soldat l'intégration dans les nouvelles Forces armées, 98 % des militaires répondent par la négative... Tous disent "je veux me reposer, de la guerre, de l'armée". Les ex-belligérants, chargés de fournir chacun 15 000 de leurs hommes à la nouvelle armée, ne peuvent donc respecter le vœu d'un certain nombre de leurs soldats et les inscrivent sur les listes des FADM. Les militaires refusent ce qu'ils tiennent pour un acte arbitraire, disparaissent lors du passage des camions chargés de les emmener dans les centres de formation des FADM. Et la démobilisation, de ce fait, une nouvelle fois s'interrompt. Fin juin 1994, alors que les incidents dans les camps se multiplient, Aldo Ajello parvient à convaincre les parties à l'accord de respecter la volonté de leurs hommes, revient à la clause qui prévoit l'inscription des militaires cantonnés dans les FADM sur la base du volontariat et revoit à la baisse les effectifs de la nouvelle armée. Les commandants des *assembly areas* sont alors tenus de questionner tous les soldats restants et de respecter la réponse qu'ils donnent à la dernière question du formulaire.
- 66 En décembre 1994, les FADM ne sont composées que de 11 000 hommes. Le gouvernement issu des élections a pour responsabilité d'ouvrir le recrutement afin de composer l'armée dont le Mozambique estime avoir besoin.
- 67 Le subside financier que les démobilisés reçoivent le jour de leur retour à la vie civile est une pièce importante du plan général de réintégration. Selon le *Reintegration Support Scheme*, six mois de solde sont versés par le gouvernement, qui sont suivis par dix-huit mois de salaire établis par un fonds fiduciaire de la communauté internationale géré par le PNUD. À cet effet, les démobilisés reçoivent leur premier carnet de chèques qui leur permettra de retirer l'argent aux guichets d'une banque très représentée dans le pays. La solde, il va sans dire, n'est pas élevée : 75 000 *meticais* (15 dollars) mensuels, pour un soldat de base. Si cette somme ne représente rien dans les grandes villes, elle a autrement plus de valeur dans les campagnes où l'argent est rare.
- 68 La CORE monte ses bureaux dans les capitales provinciales. Avec le concours de volontaires des Nations-Unies travaillant pour le BIT (Bureau international du travail), elle offre des formations et apprentissages techniques pour les démobilisés désireux



d'apprendre un métier. Elle favorise de même la constitution de micro-entreprises. Au sein de ses bureaux siège le SIR (Service d'information et de référence), implanté par l'OIM, qui apporte une aide administrative aux démobilisés éprouvant des difficultés à obtenir ce qui leur est dû. Le SIR possède aussi une connaissance des possibilités locales d'emploi, et constitue progressivement un réseau professionnel auquel ont accès les soldats démobilisés.

- 69 À l'heure où l'ONUMOZ quitte le Mozambique, les projets du PNUD et de l'OIM deviennent des éléments essentiels du processus de réintégration. Plus de 95 000 démobilisés bénéficient aujourd'hui des services du SIR. L'OIM a par ailleurs transporté au lieu de leur choix ces ex-militaires ainsi que les membres de leur famille qui les accompagnent.

## La démobilisation est processus civil

- 70 Les militaires ne sont rendus à la vie civile qu'au terme du long processus de cantonnement. Il leur faut, après cette attente dans l'*assembly area*, se déchausser de leurs bottes et échanger leur treillis contre des pantalons civils pour se trouver dégagés des obligations militaires. La démobilisation, selon les règles fixées par les parties dans l'Accord général de paix, demeure acte militaire, contrôlé par l'ordre des forces armées.
- 71 Pour autant, les commandants du camp se sont heurtés, dès le début du cantonnement, à une très violente opposition de la part des futurs démobilisés. Ces derniers se veulent, une fois intégrés au camp et enregistrés, absolument affranchis de la loi militaire. Ainsi, la règle militaire, dans l'*assembly area*, est ouvertement bafouée tant par les soldats cantonnés que par les militaires chargés de la sécurité du camp. Le commandant est effrayé par ce groupe qu'il ne sait plus maîtriser et qui règle ses comptes avec la hiérarchie militaire. La période de cantonnement génère des forces insoupçonnées, incontrôlables : au refus de la règle militaire s'ajoute l'ignorance par les militaires des règles minimales de vie en commun. La distribution de nourriture donne invariablement lieu à des rixes, les vols entre militaires cantonnés sont nombreux, le tord-boyaux local produit des ravages dans la sociabilité du camp.
- 72 De ces fragments épars, qui reconstituent ce que fut la démobilisation des armées mozambicaines, peuvent être déduites les conclusions suivantes :
- 73 La démobilisation est passage, au cours duquel est prise à parti l'identité (l'origine) de l'individu ; elle est ainsi très sensible aux transformations psycho-sociologiques d'un groupe social vulnérable.
- 74 L'*assembly area* n'obéit pas à la règle militaire ; elle est *utopia* et doit, à ce titre, constituer ses propres règles.
- 75 La démobilisation comporte de nombreuses significations et conséquences sociales, tant pour l'individu que pour l'État.
- 76 Contre ce principe qui en fait un acte militaire, la démobilisation apparaît bien plutôt comme processus civil, qui doit être accompagné. Le projet de réintégration commence en l'espace même du passage, au sein de l'*assembly area*, lorsque les militaires se sont séparés de leurs armes.
- 77 Les possibilités de réintégration, l'ouverture mentale (le déplacement et la mobilité) qu'elle exige devraient être annoncées dès la période de cantonnement. De plus, le regroupement temporaire des militaires permet une meilleure connaissance de leurs

besoins et aspirations. L'*assembly area* pourrait devenir ce lieu convivial où les militaires pourraient jouer, travailler, échanger des idées avec des intervenants civils ; ou simplement se reposer, un moment donné, d'une vie difficile. L'Unité technique en était consciente, qui a monté un programme de culture, de divertissement et d'information dans les *assembly areas*. Cependant, les priorités de l'Unité technique demeuraient logistiques et administratives et peu de moyens furent accordés à la question de la réintégration.

- 78 Hobbes écrivait que la peur constituait une des "passions" fondamentales. La même peur – politique –, caractérise cette transition traversée par le Mozambique. À la peur des soldats face à cet avenir qui s'ouvre devant eux, à celle de leurs généraux qui voient leur autorité ébranlée, s'ajoute celle des Nations-Unies qui savent qu'une attention particulière doit être accordée à ce groupe que l'on tient pour menaçant, les démobilisés. Piètre consolation pour ces militaires démobilisés, et dérisoire acte social de la part de la communauté des nations, que ce subside versé mensuellement à ceux qui n'ont pas besoin d'argent, mais de civilité. Ajello le savait, qui appelait d'autres programmes de réintégration. Toutefois, ce subside peut constituer ce revenu minimal d'existence qui permet la disponibilité des démobilisés à une participation active à la reconstruction du pays. Pour cela, encore faut-il travailler à l'ouverture des possibles...
- 79 Lichinga, isolée dans le Nord mozambicain, est paradoxalement une des capitales culturelles du pays. Sous l'impulsion de Keith Warren, gentleman anglais amoureux de cette terre africaine, une association culturelle, la "*Casa Velha*", avec le concours de plus de deux cents jeunes de la province publie un journal local, anime concerts et spectacles de danse, contribue à l'éducation sanitaire des villages les plus reculés. C'est une école pour les jeunes de la province qui apprennent de cette expérience l'autonomie, la réalisation d'un projet, la transmission du savoir. L'association enfin participera activement aux campagnes d'éducation civique préélectorale, avec le soutien de la Fondation Friedrich Ebert à Maputo.
- 80 Les jeunes de la "*Casa Velha*" avaient compris l'importance de la démobilisation des militaires pour l'avenir du pays. Aussi se sentaient-ils concernés et tenaient-ils à participer, par leur présence au sein de l'*assembly area*, à l'ouverture des possibles pour ces soldats. Un programme est monté : deux jeunes sont responsables de la TV et des (mauvais) films vidéo que l'on offre régulièrement à notre public naïf de soldats ; d'autres animent toute la journée la radio du camp, en profitent pour interviewer les soldats qui confient publiquement leurs craintes, haines et espoirs ; un centre social est ouvert aux plus sages de nos soldats : on y trouve du pain, des "jeux de société" ; sont organisés enfin des concerts et spectacles de danse, des conférences sur la santé, sur le travail des champs ou sur la place des femmes dans la société.
- 81 Deux jeunes collègues, volontaires de la "*Casa Velha*", organisent des matches de foot-ball. Vient le jour, tant attendu, de la rencontre entre militaires cantonnés et sportifs civils de Lichinga. Plus de mille soldats se tiennent aux limites du terrain de foot et, par leurs cris, soutiennent l'effort de leurs camarades. L'arbitre est un employé de la banque. Courageusement, il fait face à l'immense pression du groupe militaire. L'équipe civile, qui domine depuis le début du match, marque finalement le premier but. Les soldats sont vexés mais reprennent de plus belle une partie qu'ils veulent remporter. Un deuxième but au profit de l'équipe de Lichinga transforme l'atmosphère : les spectateurs hurlent à la trahison, ils affirment que l'arbitre a été acheté, celui-ci se trouve violemment pris à parti

par les joueurs de l'*assembly area*, il parvient à fuir, le menton écorché, la chemise déchirée.

- 82 Peu après, nous voulions réitérer l'expérience, mais personne à Lichinga ne voulait se porter volontaire pour arbitrer de tels matches. Les joueurs de la ville étaient fatigués, nous avons donc joué entre nous, entre volontaires et démobilisés.

---

## AUTEUR

**HENRI VALOT**

Volontaire des Nations-Unies au Mozambique, TUCO au camp de Lichinga, province de Niassa